

Dépêche No. 256 | 15 novembre 2018

La majorité des Gabonais estiment que leur sécurité personnelle s'est dégradée

Dépêche No. 256, Afrobaromètre | Christian Wali Wali

Résumé

La question de la sécurité est extrêmement prégnante au Gabon, et cela depuis longtemps. En effet, il ne se passe pas un seul jour sans que les populations ne se plaignent des actes d'insécurité liés aux larcins, aux braquages, aux assassinats et autres actes délictueux. Selon les médias, cette situation semble grandissante et non maîtrisable au point où les forces de sécurité donnent l'impression d'être impuissantes (Koleba, 2018).

Les grandes villes, notamment la capitale de Libreville, sont des lieux où l'insécurité est la plus ressentie. Ceci a conduit les populations de certains quartiers sous-intégrés (Akébé, PK, etc.) à constituer des groupes d'autodéfense pour se protéger (Dzonteu, 2018). Mais les autorités du pays, par l'entremise du Ministre de l'Intérieur, ont rappelé que la protection des populations est dévolue à la police et à l'armée et ont indiqué que ces groupes étaient « illégaux » (Ondo Nzuey, 2018). Récemment, la vidéo d'un braquage filmé par des amateurs dans la capitale Libreville a choqué tout le Gabon et contraint la police à réagir face à cette montée de l'insécurité (RFI, 2018).

Pour juguler ce phénomène, le gouvernement gabonais a procédé au renforcement des capacités des forces de défense et des forces de l'ordre (recrutement du personnel, augmentation des budgets de ces institutions) et à la réorganisation de la police par la création de la police de proximité. En dehors des missions régaliennes de sécurisation et de maintien de l'ordre, le gouvernement, par l'entremise de la police, organise des opérations de « traque » des bandits à Libreville avec des résultats parfois probants (Dzonteu, 2016; Makoumba Dissumba, 2018).

D'après la plus récente enquête d'Afrobaromètre, des proportions importantes de la population gabonaise ne se sentent pas totalement en sécurité dans leurs quartiers et leur maison, et la majorité estiment que la sécurité personnelle des citoyens s'est dégradée.

L'enquête Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherche panafricain et non-partisan qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et d'autres questions connexes dans plus de 30 pays en Afrique. Six séries d'enquêtes ont été réalisées entre 1999 et 2015, et les enquêtes du Round 7 s'achèvent en 2018. Afrobaromètre mène des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe Afrobaromètre au Gabon, dirigé par le Centre d'Etudes et de Recherche en Géosciences Politiques et Prospective (CERGEP), a interviewé 1.200 adultes gabonais en novembre 2017. Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Une enquête précédente a été menée au Gabon en 2015.

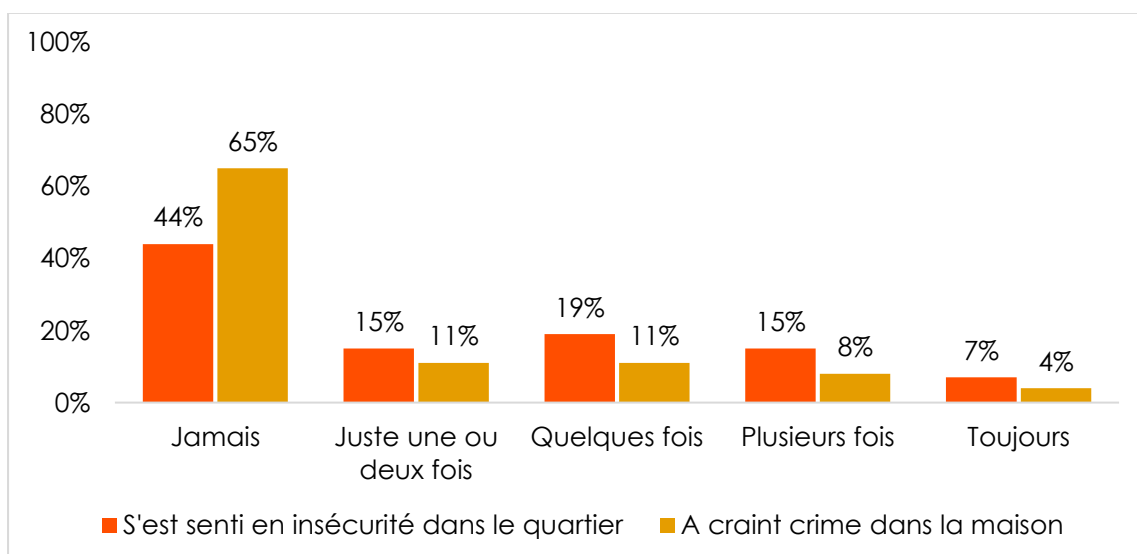
Résultats clés

- La majorité (56%) des Gabonais affirment avoir au moins une fois, pendant l'année précédant l'enquête, s'être sentis en insécurité dans leur quartier. Le tiers (35%) ont craint d'être victime d'un crime dans leur maison.
- Trois Gabonais sur 10 (32%) déclarent avoir été quelques fois victime de vols dans leur maison durant les 12 derniers mois.
- Par ailleurs, un Gabonais sur six (17%) disent avoir été physiquement agressé pendant l'année écoulée.
- Toutefois, les deux-tiers (67%) des Gabonais estiment qu'il est probable que la police puisse réagir s'ils se rendent au poste de police de la localité pour signaler un délit.
- Plus de huit Gabonais sur 10 (84%) jugent « très mal » ou « plutôt mal » la performance du gouvernement sur la réduction de la criminalité.
- Six Gabonais sur 10 (57%) estiment que les conditions de leur sécurité personnelle face aux crimes et à la violence sont devenues « pires » ou « bien pires » par rapport à il y a quelques années.

Absence de sécurité dans les quartiers

Afrobaromètre a demandé aux enquêtés combien de fois, au cours des 12 derniers mois, ils ne se sont pas sentis en sécurité dans leur quartier et combien de fois ils ont craint d'être victime d'un acte criminel dans leur propre maison. Majoritairement, les Gabonais affirment qu'ils ne se sentent pas totalement en sécurité dans les quartiers mais ne craignent pas d'être victime d'un acte criminel dans leur propre maison. En effet, plus de la moitié des répondants (56%) se sont sentis en insécurité dans leur quartier au moins une fois pendant l'année précédant l'enquête. En revanche, c'est le tiers (35%) de Gabonais qui ont au moins une fois craint d'être victime d'un crime dans leur maison pendant cette période (Figure 1). Le niveau d'appréciation de ces situations a varié très peu entre 2015 et 2017 (Figure 2).

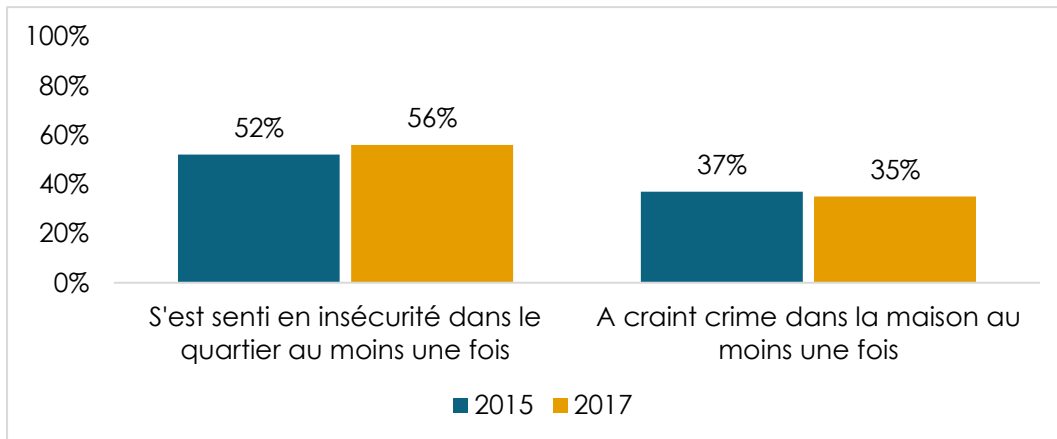
Figure 1: Insécurité dans le quartier et dans la maison | Gabon | 2017



Questions posées aux répondants: Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous ou un membre de votre famille:

- Ne vous êtes pas sentis en sécurité dans le quartier?
- Avez-vous craint d'être victime d'un acte criminel dans votre propre maison?

Figure 2: Insécurité dans le quartier et dans la maison | Gabon | 2015-2017



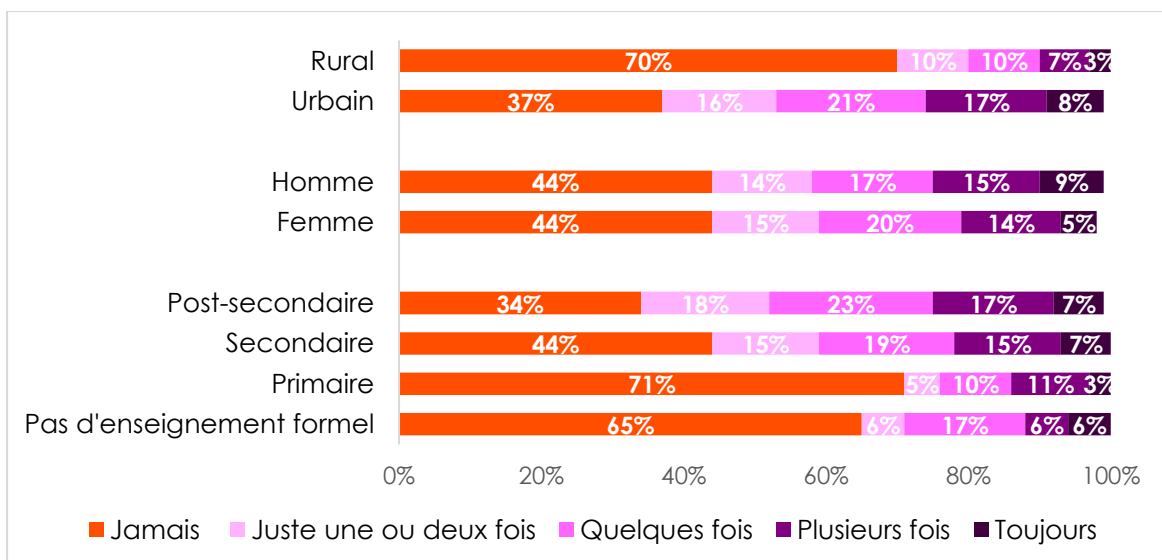
Questions posées aux répondants: Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous ou un membre de votre famille:

- Ne vous êtes pas sentis en sécurité dans le quartier?
- Avez-vous craint d'être victime d'un acte criminel dans votre propre maison?

On observe des différences profondes entre certains groupes socio-démographiques indiquant que l'insécurité est beaucoup plus forte en ville et chez les mieux éduqués (Figure 3). En effet, les ruraux sont deux fois plus enclins que les urbains à déclarer ne « jamais » se sentir en insécurité dans leurs quartiers (70% contre 37%). Et les répondants qui sont sans instruction formelle (65%) ou qui ont un niveau primaire (71%) sont également plus aptes de ne « jamais » se sentir en insécurité que ceux qui ont un niveau secondaire (44%) ou post-secondaire (34%). Il n'y a pas de différence palpable entre les hommes et les femmes.

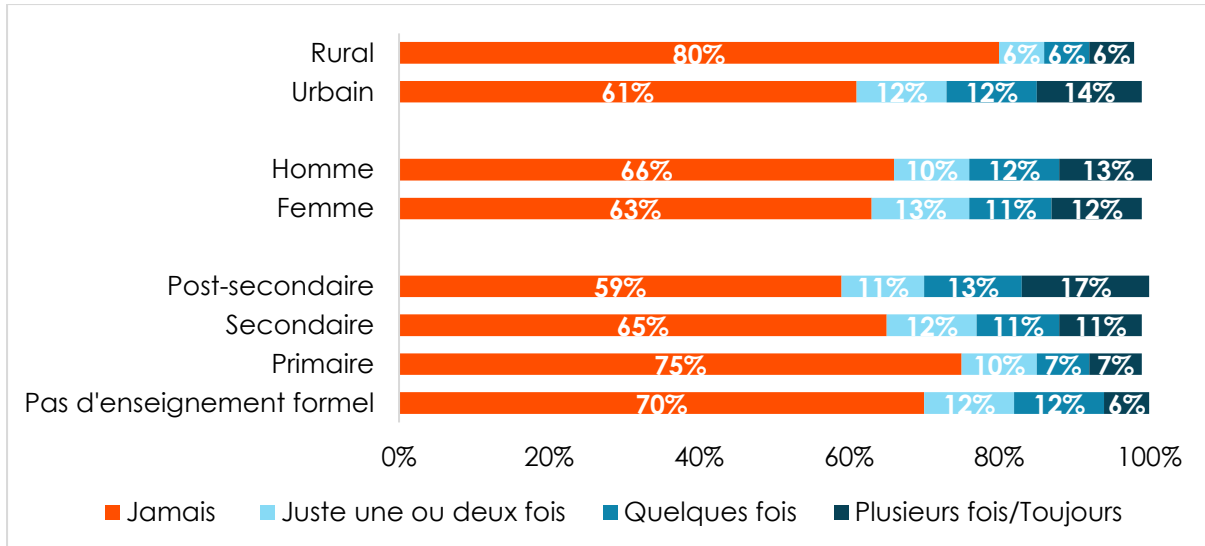
Le même dessin, moins marqué, s'observe quant à la crainte d'être victime d'un acte criminel dans la maison (Figure 4).

Figure 3: Insécurité dans le quartier | par sexe, niveau d'instruction, et milieu de résidence | Gabon | 2017



Question posée aux répondants: Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous ou un membre de votre famille ne vous êtes pas sentis en sécurité dans le quartier?

Figure 4: Craint de crime dans la maison | par sexe, niveau d'instruction, et milieu de résidence | Gabon | 2017

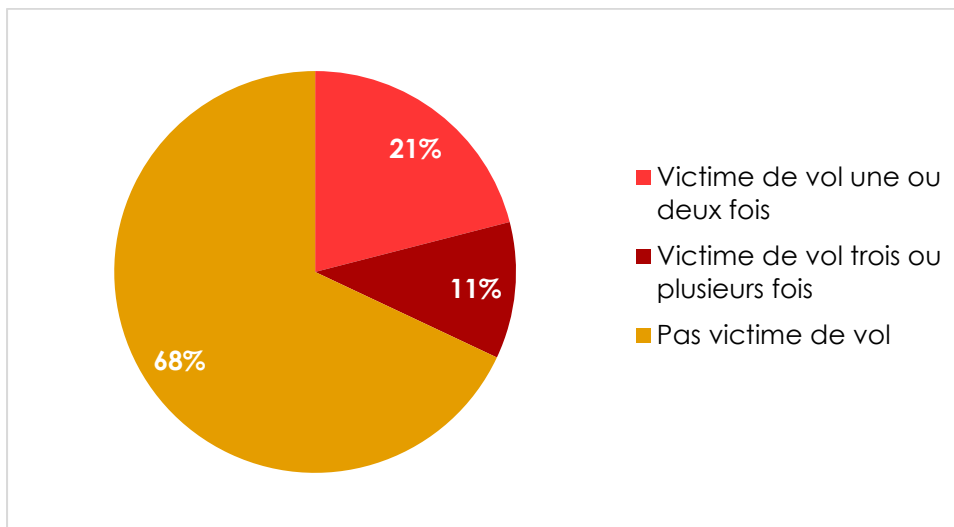


Questions posées aux répondants: Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous ou un membre de votre famille avez-vous craint d'être victime d'un acte criminel dans votre propre maison?

Vols dans la maison

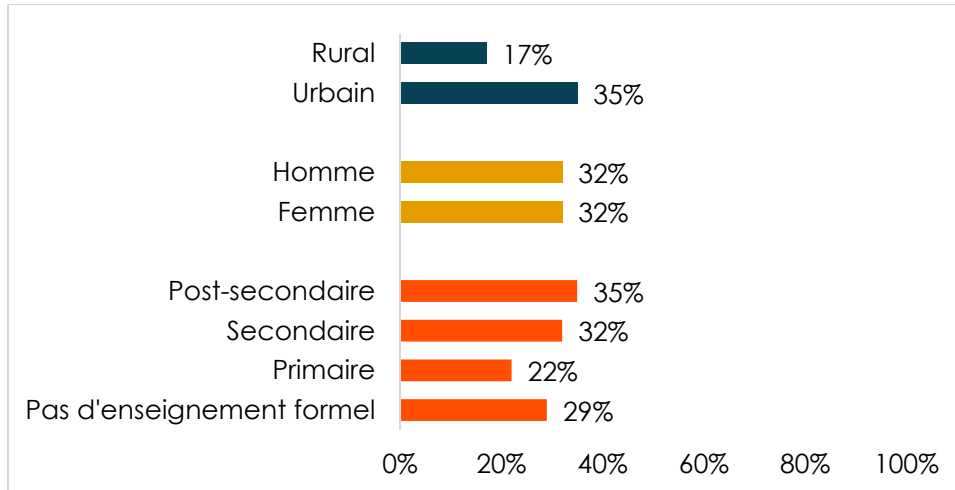
S'agissant des vols, Afrobaromètre a également demandé aux répondants si au cours des 12 derniers mois, eux-mêmes ou un membre de leurs familles ont été quelques fois victimes de vols dans leur maison. Le tiers (32%) de la population affirment en avoir été victime une ou deux fois (21%) ou trois ou plusieurs fois (11%) (Figure 5). Les urbains sont deux fois plus enclins que les ruraux à être victime de vol (35% contre 17%), et les mieux éduqués le sont plus que ceux du niveau primaire (Figure 6).

Figure 5: Victime de vols dans la maison | Gabon | 2017



Question posée aux répondants: Au cours des 12 derniers mois, est-ce que vous ou un membre de votre famille avez été quelque fois victime de vols dans votre maison?

Figure 6: Victime de vols dans la maison | par sexe, niveau d'instruction, et milieu de résidence | Gabon | 2017

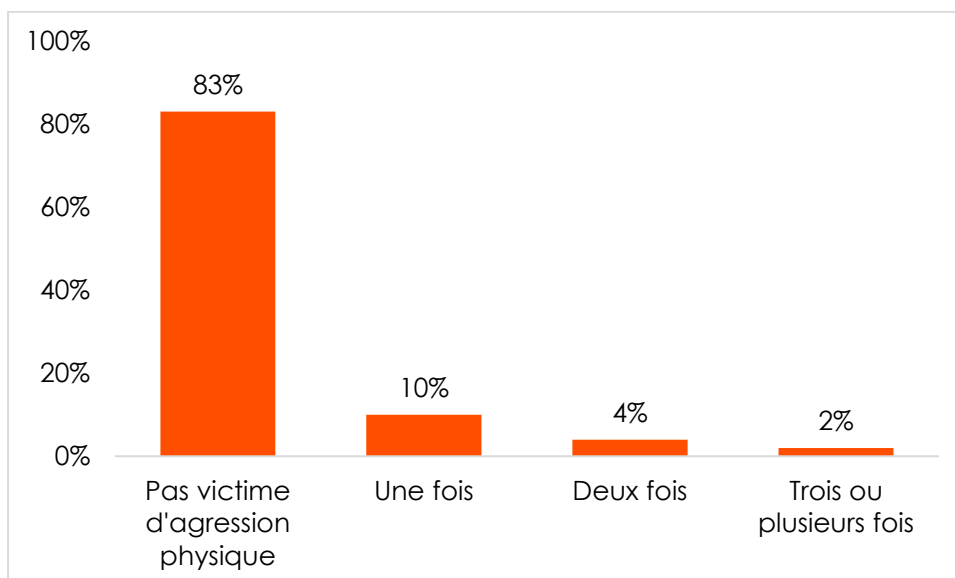


Question posée aux répondants: Au cours des 12 derniers mois, est-ce que vous ou un membre de votre famille avez été quelque fois victime de vols dans votre maison? (% qui disent « une fois », « deux fois », ou « trois ou plusieurs fois »)

Agression physique

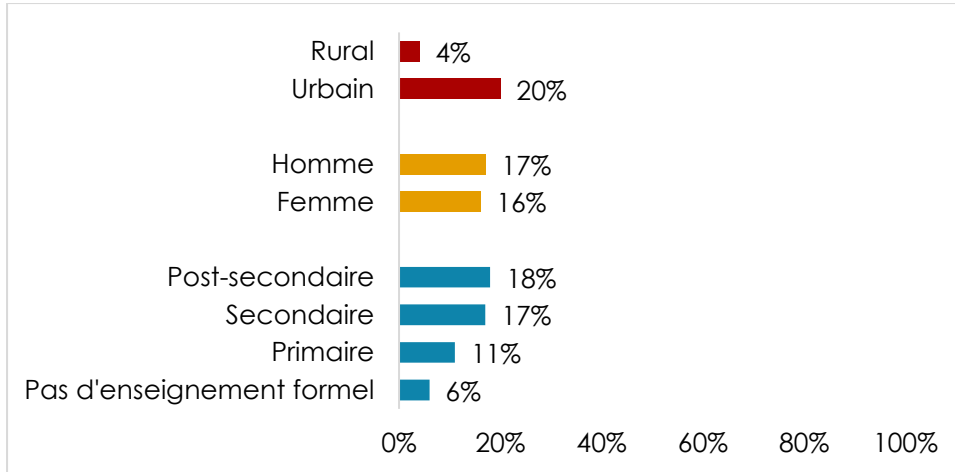
Pour ce qui est d'agression physique, un Gabonais sur six affirment l'avoir subi une fois (10%), deux fois (4%), ou trois ou plusieurs fois (2%) pendant l'année précédant l'enquête (Figure 7). Les Gabonais vivant en milieu urbain (20%) sont cinq fois plus enclins à être agressés que ceux qui sont dans les zones rurales (4%). De même, ceux qui ont des niveaux secondaire (17%) ou universitaire (18%) disent avoir été plus agressés que ceux qui ont un niveau primaire (11%) ou n'ont pas eu d'instruction formelle (6%) (Figure 8). Il n'y a pas de différence entre les hommes et les femmes.

Figure 7: Agression physique | Gabon | 2017



Questions posées aux répondants: Au cours des 12 derniers mois, est-ce que vous ou un membre de votre famille avez été physiquement agressé?

Figure 8: Agression physique | par sexe, niveau d'instruction, et milieu de résidence
 | Gabon | 2017

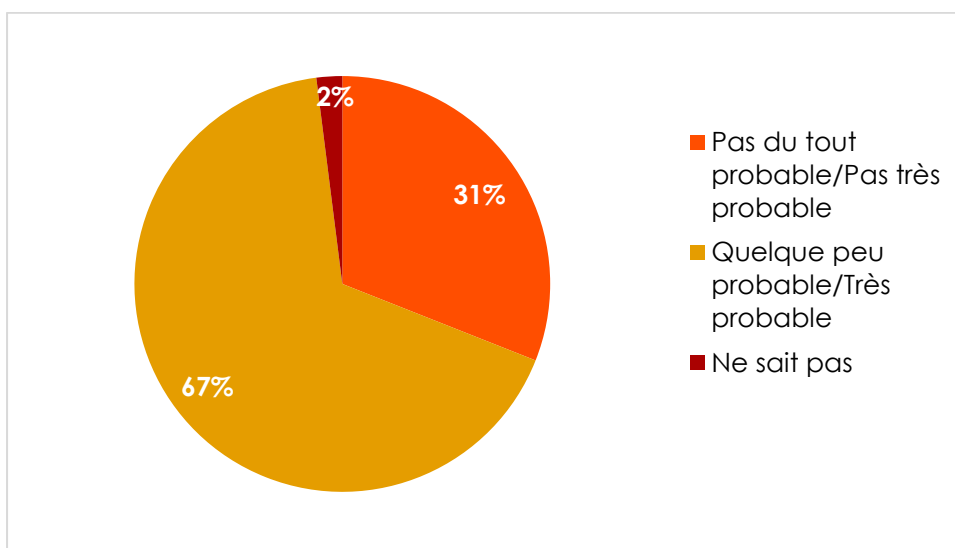


Questions posées aux répondants: Au cours des 12 derniers mois, est-ce que vous ou un membre de votre famille avez été physiquement agressé? (% qui disent « une fois », « deux fois », ou « trois ou plusieurs fois »)

Réaction de la police après un signalement d'un délit

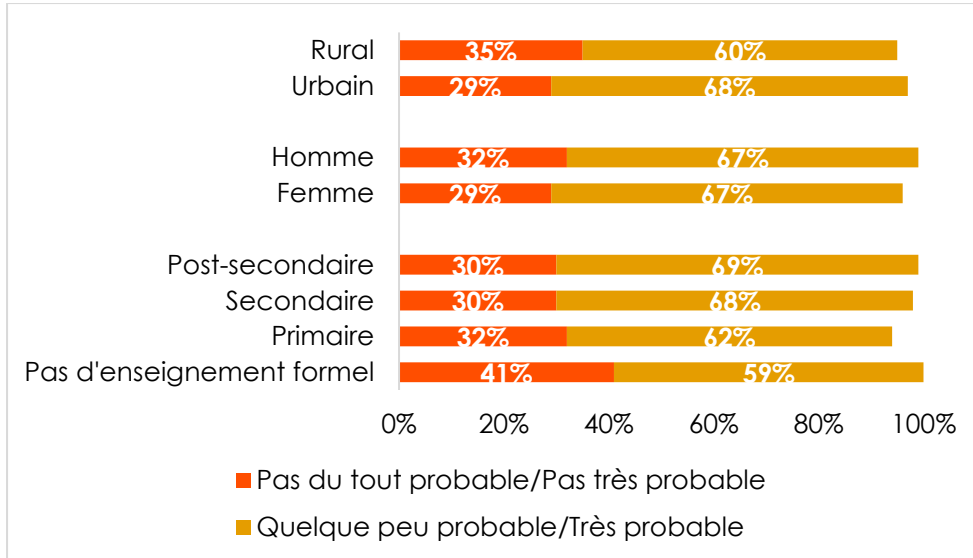
De manière générale, la probabilité de réaction de la police si un citoyen signale un délit n'est pas remise en cause. En effet, la large majorité des répondants (67%) admettent que si quelqu'un se rend au poste de police de la localité pour déclarer un délit, il est « quelque peu probable » (35%) ou « très probable » (32%) que la police intervienne (Figure 9). Cependant, les personnes sans instruction formelle font moins confiance à la réaction de la police: 41% estiment qu'il est « pas très probable » ou « pas du tout probable » que les autorités réagissent (Figure 10).

Figure 9: Probabilité de réaction de la police | Gabon | 2017



Question posée aux répondants: Quelle est la probabilité que vous arriviez à faire réagir quelqu'un si vous alliez dans un office d'état ou une autre institution publique, pour signaler un des problèmes suivants, ou n'en avez-vous pas assez entendu pour vous prononcer: Si vous alliez au poste de police de la localité pour signaler un délit?

Figure 10: Probabilité de réaction de la police | par sexe, niveau d'instruction, et milieu de résidence | Gabon | 2017



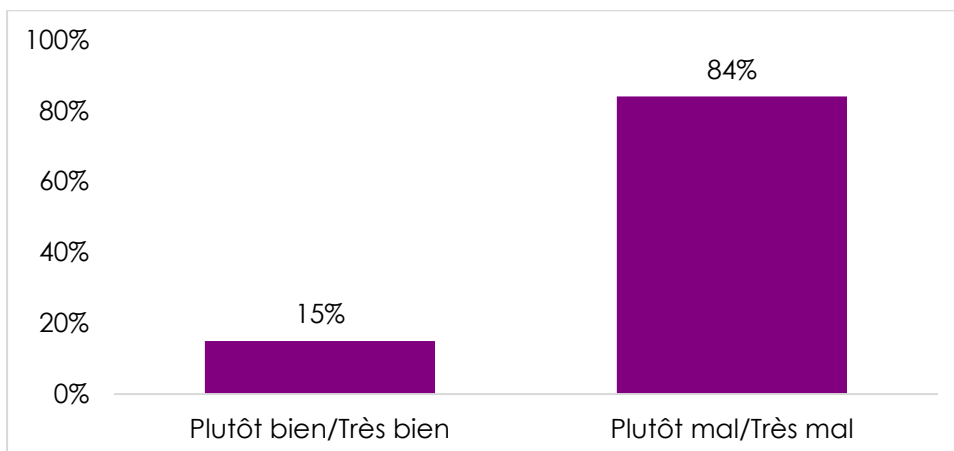
Question posée aux répondants: Quelle est la probabilité que vous arriviez à faire réagir quelqu'un si vous alliez dans un office d'état ou une autre institution publique, pour signaler un des problèmes suivants, ou n'en avez-vous pas assez entendu pour vous prononcer: Si vous alliez au poste de police de la localité pour signaler un délit?

Désaccord des Gabonais sur la réduction de la criminalité

La majorité des Gabonais apprécie négativement la performance du gouvernement s'agissant de la réduction de la criminalité. Plus de huit Gabonais sur 10 (84%) affirment que le gouvernement répond « très mal » (65%) ou « plutôt mal » (19%) à la question de la criminalité (Figure 11).

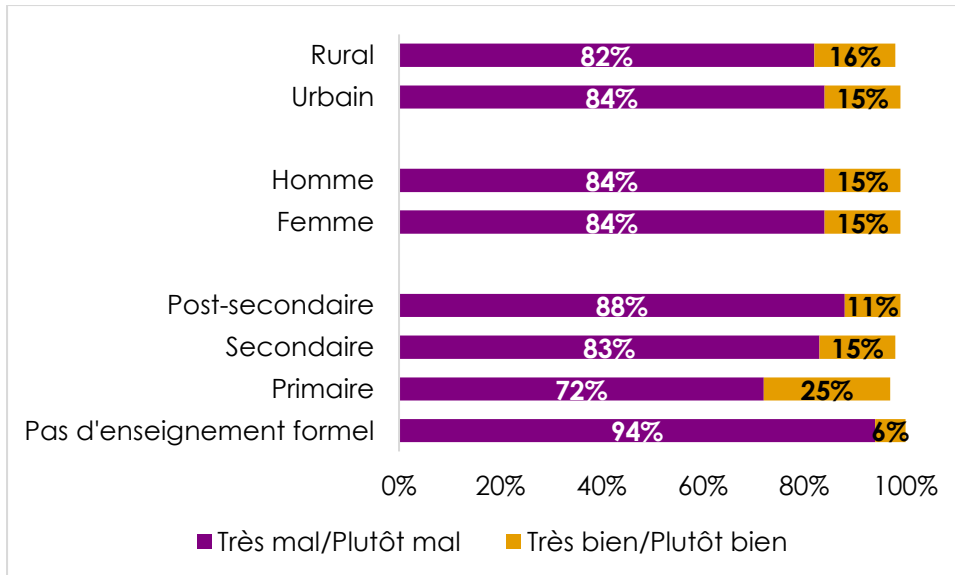
Cette appréciation est beaucoup plus sévère auprès des personnes qui n'ont pas d'instruction formelle (94%). Elle est presque identique aussi bien chez les femmes que chez les hommes et en milieu rural qu'en zone urbaine (Figure 12).

Figure 11: Appréciation de la réduction de la criminalité | Gabon | 2017



Question posée aux répondants: Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Réduction de la criminalité?

Figure 12: Appréciation de la réduction de la criminalité | par sexe, niveau d'instruction, et milieu de résidence | Gabon | 2017



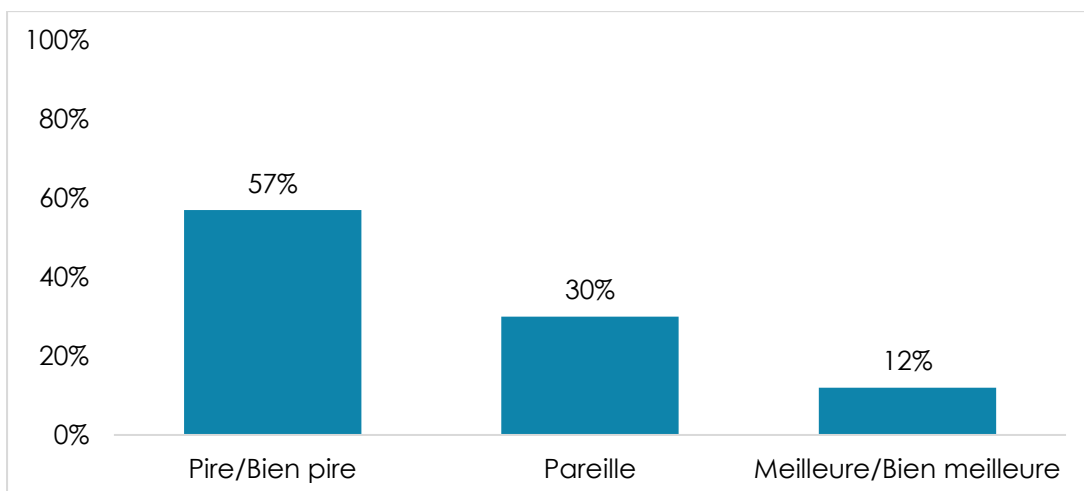
Question posée aux répondants: Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Réduction de la criminalité?

Détérioration de la sécurité personnelle

Globalement, la majorité (57%) des Gabonais trouvent que leur sécurité personnelle face aux crimes et à la violence est devenue « pire » (34%) ou « bien pire » (23%) par rapport à ces dernières années. Trois sur 10 pensent que la situation est restée pareil, et juste 12% affirment qu'elle s'est améliorée (Figure 13).

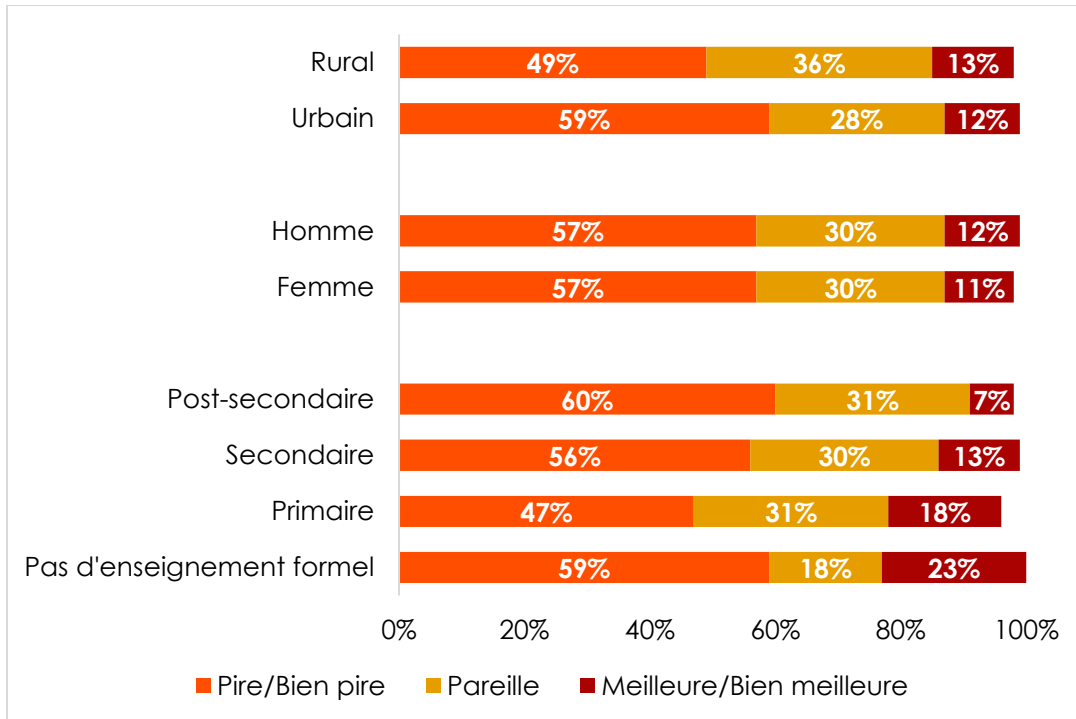
Les Gabonais vivant en milieu urbain sont légèrement plus acerbes (59%) que ceux qui sont en milieu rural (49%) (Figure 14).

Figure 13: Sécurité personnelle | Gabon | 2017



Question posée aux répondants: Dites-moi, s'il vous plaît, si la situation des choses suivantes est pire ou meilleure aujourd'hui qu'il y a quelques années, ou si elles sont demeurées à peu près pareilles: Votre sécurité personnelle face aux crimes et à la violence?

Figure 14: Sécurité personnelle | par sexe, niveau d'instruction, et milieu de résidence | Gabon | 2017



Question posée aux répondants: Dites-moi, s'il vous plaît, si la situation des choses suivantes est pire ou meilleure aujourd'hui qu'il y a quelques années, ou si elles sont demeurées à peu près pareilles: Votre sécurité personnelle face aux crimes et à la violence?

Conclusion

La majorité des Gabonais ne se sentent pas totalement en sécurité ni dans leur quartier ni dans leur maison. Ils pensent que les conditions de leur sécurité personnelle se dégradent en comparaison avec les années antérieures. Par ailleurs, les citoyens gabonais jugent sévèrement les performances du gouvernement à propos de la réduction de la criminalité.

Pour sonder vous-mêmes ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Références

- Dzonteu, D.-C. (2016). Sécurité: Nouvelle « opération Nguéné » dans tout le pays. Gabon Review. 11 juillet. <http://gabonreview.com/blog/securite-nouvelle-operation-nguene-pays/>.
- Dzonteu, D.-C. (2018). Insécurité à Libreville: Les « leaders » des PK bombent le torse. Gabon Review. 6 août. <http://gabonreview.com/blog/insecurite-a-libreville-les-leaders-des-pk-bombent-le-torse/>.
- Koleba, L. (2018). Insécurité galopante à Libreville: Quand le phénomène échappe à l'état. Gaboneco. 30 mars. <http://www.gaboneco.com/insecurite-galopante-a-libreville-quand-le-phenomene-echappe-a-l-etat.html>.
- Makoumba Dissumba, D. (2018). Insécurité: Des gangs neutralisés par la police. Gabon Review. 11 octobre. <http://gabonreview.com/blog/insecurite-des-gangs-neutralises-par-la-police/>.
- Ondo Nzuey, G. (2018). Insécurité: Les groupes d'autodéfense sont illégaux! Gabon Review. 1 août. <http://gabonreview.com/blog/insecurite-les-groupes-dautodefense-sont-illegaux/>.
- RFI. (2018). Insécurité au Gabon: La vidéo d'un braquage crée la polémique. PressAfrik. 14 octobre. https://www.pressafrik.com/Insecurite-au-Gabon-la-video-d-un-braquage-cree-la-polemique_a190761.html.

Christian Wali Wali est chercheur et investigateur national d'Afrobaromètre au Centre d'Etudes et de Recherche en Géosciences Politique et Prospective (CERGE), Gabon. Email: cwalwal@yahoo.fr.

Afrobaromètre, projet collaboratif de recherche par enquêtes, est conduit par un réseau de spécialistes des sciences sociales de plus de 30 pays africains. La coordination des activités est assurée par le Centre pour le Développement Démocratique (CDD) au Ghana, l'Institut de Justice et de la Réconciliation (IJR) en Afrique du Sud et l'Institut de Recherche Empirique en Économie Politique (IREEP) au Bénin. L'Université Étatique de Michigan et l'Université de Cape Town fournissent de l'assistance technique au projet.

Le Round 7 d'Afrobaromètre a reçu le soutien financier de l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA), de la Fondation Mo Ibrahim, des Fondations Open Society, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William et Flora Hewlett, du Département d'Etat des États-Unis, de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) via l'Institut américain de la paix (USIP), du National Endowment for Democracy, et de Transparency International.

Les donations aident Afrobaromètre à donner la parole aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.



Dépêche No. 256, Afrobaromètre | 15 novembre 2018